

Légende : ● Précis tel qu'il apparaît dans le document.
■ Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.



CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA

Le Congrès du travail du Canada, *En quoi ont résulté les réductions des impôts frappant les sociétés?*, Rapport documentaire pour la journée d'affranchissement de l'impôt des sociétés 2012, 25 janvier 2012, 16 pages.

<http://www.congresdutravail.ca/sites/default/files/what-did-corporate-tax-cuts-deliver-2012-01-18-fr.pdf>

Prévues pour stimuler les investissements au Canada, les réductions répétées du taux d'imposition des sociétés ont plutôt mené à des versements de dividendes et à l'accroissement des avoirs financiers.

■ Cette étude porte sur les profits et les placements des plus grandes compagnies canadiennes, celles qui sont inscrites à l'indice composé du Standard and Poor et du TSX, de 2000 à 2010. En raison des réductions constantes des impôts frappant les sociétés, les impôts sur le revenu des sociétés représentent une part moindre de tous les revenus du gouvernement. En fait, d'ici la fin de janvier, les entreprises auront complètement payé leur part des impôts. La plus récente réduction était de 16,5 % à 15 %, à compter du 1^{er} janvier 2012. Chaque réduction d'un point de pourcentage du taux d'impôt des sociétés coûte au gouvernement fédéral environ 2 milliards de dollars en revenus annuels. L'argument pour les réductions d'impôt sur le revenu pour les sociétés a été que l'augmentation de leurs profits après impôt leur permettrait de réinvestir dans l'exploitation de la compagnie, favorisant la croissance économique, la productivité et les emplois. Toutefois, les études ont démontré que les profits après impôt des sociétés, lesquels sont à la hausse, n'ont pas entraîné un plus grand nombre d'investissements réels. En accord avec les réductions apportées aux taux d'impôt statutaires fédéral et provinciaux, le taux d'impôt applicable (les impôts réels payés par les plus grandes compagnies canadiennes aux gouvernements fédéral et provinciaux en tant que part des profits avant impôt) a chuté d'un tiers au début des années 2000 (35 % en 2000), à environ un cinquième et un quart (24 % en 2010). Les dividendes en tant que pourcentage des profits après impôt sont passés de 30 % en 2000 à plus de 50 % dans les dernières années. Les sociétés ont aussi choisi de retenir les profits après impôt plus élevés comme avoirs financiers et avoirs à long terme. L'étude considère le changement dans les avoirs des plus grandes sociétés non financières du Canada. Les dix plus grands thésauriseurs ont collectivement accumulé 30,7 milliards de dollars en avoirs à court et long termes entre 2000 et 2010. L'annexe liste les principaux thésauriseurs du Canada. Les réductions de l'impôt des sociétés ont résulté en des pertes importantes de revenus pour le gouvernement, sans toutefois apporter le résultat anticipé, notamment une augmentation des investissements dans la machinerie et l'équipement, des nouvelles usines et d'autres secteurs d'exploitation des sociétés. Nous avons plutôt connu des augmentations importantes des dividendes versés et des avoirs financiers. Les auteurs de la recherche en déduisent que l'approche du gouvernement a eu comme résultat final de réduire les services aux Canadiens et d'obliger le fédéral à emprunter afin de financer des baisses d'impôt profitant aux actionnaires.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Michel Kelly-Gagnon, « Peut-on régler le déficit en pigeant davantage dans les poches des « riches »? », *Les notes économiques*, décembre 2011, 4 pages.

http://www.iedm.org/files/note1211_fr.pdf

La solution aux déficits budgétaires n'est pas la hausse de l'imposition des contribuables à haut revenu.

■ Se référant à la situation déficitaire actuelle des pays industrialisés depuis 2008, l'auteur analyse le bien-fondé d'alourdir le fardeau fiscal des contribuables à haut revenu afin de pallier au manque à gagner des gouvernements. Selon ses observations de la situation au Québec, le groupe de contribuables déclarant des revenus de 100 000 \$ à 249 999 \$, soit 3,4 % des contribuables, paient 20 % de l'impôt sur le revenu des particuliers. Il en vient donc au constat que les contribuables à haut revenu paient une proportion substantielle des recettes totales, et ce, malgré leur faible nombre. Il soutient également qu'une contribution fiscale supplémentaire de la part de ces contribuables serait une mesure irréaliste afin d'éponger le déficit des gouvernements du Québec et des États-Unis. L'auteur propose plutôt deux mesures alternatives. Il privilégie une réduction des dépenses publiques et l'adoption de politiques qui favoriseraient la croissance économique.

CANADIAN TAX JOURNAL

Lindsay M. Tedds et Marit Rehavi, « Special Report: Tax Time – A Workshop on Recent Research in Applied Public Finance », *Revue fiscale canadienne*, vol. 59, no 4, p. 783, 24 pages.

<http://www.ctf.ca/ctfweb/CMDownload.aspx?ContentKey=5cbb27e2-7243-460e-a0ea-c09af3e2563c&ContentItemKey=3777fb7f-5b44-4f75-857d-64469ee9d659>

Discussion sur diverses recherches présentées lors d'un colloque en finances publiques à Cambridge, Ontario.

● In April 2011, a workshop on recent research in empirical public finance took place in Cambridge, Ontario. Seven papers on various topics were presented by prominent academic economists. Each research paper was discussed and critiqued by two peers, and additional comments were offered by other participants in the workshop. This article presents a summary of each paper, along with a summary of the main points raised in the ensuing discussion.

C.D. HOWE INSTITUTE

James P. Feehan, Newfoundland's Electricity Options: Making the Right Choice Requires an Efficient Pricing Regime, *E-brief no 129*, 11 janvier 2012, 6 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/ebrief_129.pdf

Terre-Neuve devrait revoir sa politique d'électricité à bas prix avant d'autoriser des projets hydroélectriques dispendieux.

● The Government of Newfoundland and Labrador is assessing whether to authorize the multi-billion dollar Muskrat Falls hydroelectricity project on the lower Churchill River in Labrador. Proponents say it is needed to handle expected increases in electricity consumption. A better first step, however, would be to reform provincial regulations that set artificially low prices for electricity and support excessive power consumption, which is a problem in Newfoundland as it is in other provinces. Changing regulatory regimes so that the price of electricity reflects underlying costs would make economic sense and promote energy conservation. For Newfoundland, such a change could make the expensive Muskrat Falls project unnecessary.

Keith Ambachtsheer, Edward Waitzer, *Saving Pooled Registered Pension Plans: It's Up To the Provinces*, *E-brief no 128*, 15 décembre 2011, 7 pages.
http://www.cdhowe.org/pdf/ebrief_128.pdf

Le régime de pension agréé collectif, une solution pour les travailleurs qui n'ont pas de régime de pension?

- The federal government's Bill C-25 provides for a new type of tax sheltered savings plan for Canadians called a pooled registered pension plan (PRPP). In its current form, however, the design blueprint falls short of its primary objective: to ensure that the majority of Canadians who do not have a workplace pension will have access to a well-regulated, low-cost, private sector capital accumulation plan. Provincial leadership is required to breathe life into the federal legislation, by requiring employers to offer PRPPs to employees, and provide well-thought-out default options and an independent PRPP licensing system.

CANADIAN CENTER FOR POLICY ALTERNATIVES

Monica Townson, *Pension Breakdown: How The Finance Ministers Bungled Pension Reform*, 7 décembre 2011, 34 pages.
<http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2011/12/Pension%20Breakdown.pdf>

Critique du nouveau régime de pension agréé collectif.

- This study provides an analysis of the government's proposed Pooled Registered Pension Plan (PRPP) program, and asserts that it will do nothing to solve Canada's pension crisis. The author argues that rather than proposing yet another voluntary savings scheme, the government should instead focus on expanding the CPP in order to provide all Canadians with a basic guarantee of adequate income that will protect their standard of living in retirement.

ÉTATS-UNIS

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

ITEP, *Building a Better Gas Tax: How to Fix One of State Government's Least Sustainable Revenue Sources*, décembre 2011, 24 pages.
<http://www.itepnet.org/bettergastax/bettergastax.pdf>

Réforme proposée des taxes sur l'essence pour compenser l'augmentation des coûts du réseau routier.

- State gas taxes are currently levied in every state, and are the most important source of transportation revenue under the control of state lawmakers. In recent years, however, state gas taxes have fallen dramatically relative to the rising cost of asphalt, concrete, labor, and everything else that goes into maintaining a transportation network. The results of this decline have been both predictable and disastrous. Each year, states' crumbling infrastructure, inadequate transit systems, and congested roadways cost residents billions of dollars in vehicle repairs and lost productivity. These costs will likely grow dramatically in the years ahead. This report provides new 50-state data showing exactly how much state gasoline and diesel taxes — adjusted to account for growth in transportation construction costs — have declined in recent years. The tax rate changes needed to offset those declines, and the revenue implications of those changes, are also provided for every state. Overall, this report shows that the states are losing over \$10 billion in revenue each year as a result of failing to plan for transportation cost growth since the last time they raised their gas taxes. In addition to describing how states' transportation infrastructure has fared in light of this decline, the report also makes the case for why gas taxes should remain an important component of state transportation finance, and concludes with three specific recommendations. Taken together, those recommendations would allow states to generate a more adequate and

sustainable stream of transportation revenue over the long-term, without unduly impacting low-income families that have fallen on hard times.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Congressional Budget Office, *Using Public-Private Partnerships to Carry Out Highway Projects*, janvier 2012, 44 pages.

<http://www.cbo.gov/sites/default/files/cbofiles/attachments/01-09-PublicPrivatePartnerships.pdf>

Les partenariats public-privé : une solution viable au financement du réseau routier?

■ The United States has a network of over 4 million miles of public roads. That system has faced increasing demands over time: The number of vehicle miles traveled (both passenger and commercial) rose from approximately 700 billion in 1960 to just under 3 trillion in 2009. In 2010, the federal government and state and local governments spent about \$160 billion to build, operate, and maintain roads. Almost all of those infrastructure projects were undertaken using a traditional approach in which a state or local government assumes most of the responsibility for carrying out a project and bears most of its risks, such as the possibility of cost overruns, delays in the construction schedule, and, in the case of toll roads, shortfalls in the road's revenues. Some observers assert that an alternative approach, using a public-private partnership, could increase the money available for highway projects and complete the work more quickly or at a lower cost than is possible through the traditional method. Specifically, such a partnership could secure financing for a project through private sources that might require more accountability and could assign greater responsibility to private firms for carrying out the work. In this study, the CBO finds that private financing will increase the availability of funds for highway construction only in cases in which states or localities have chosen to restrict their spending by imposing legal constraints or budgetary limits on themselves. The reason is that revenues from the users of roads and from taxpayers are the ultimate source of money for highways, regardless of the financing mechanism chosen. The cost of financing a highway project privately is roughly equal to the cost of financing it publicly after factoring in the costs associated with the risk of losses from the project, which taxpayers ultimately bear, and the financial transfers made by the federal government to states and localities. Any remaining difference between the cost of public versus private financing for a project will stem from the effects of incentives and conditions established in the contracts that govern public-private partnerships. CBO also finds, on the basis of evidence from a small number of studies, that such partnerships have built highways slightly less expensively and slightly more quickly, compared with the traditional public-sector approach. The relative scarcity of data on public-private partnerships for highway projects, however, and the uncertainty surrounding the results from the available studies make it difficult to apply their conclusions definitively to other such projects.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

Joint Committee on Taxation, *Present Law And Issues Related To The Taxation Of Financial Instruments And Products*, 2 décembre 2011, 107 pages.

<http://www.jct.gov/publications.html?func=startdown&id=4372>

Les difficultés reliées à l'établissement d'un système de taxation des instruments financiers efficace.

■ Individuals and businesses have various economic motives for trading in financial instruments. These financial instruments include equity and debt, instruments that combine features of equity and debt, and derivative instruments. The decision to hold or issue one instrument rather than another is based on a number of economic considerations including the riskiness of a particular instrument, the timing of cash flows produced by the instrument, and the rights or obligations, such as voting control, of the parties to an instrument. Tax considerations affect decisions related to holding, issuing, and structuring financial instruments. The taxation of financial instruments generally depends on a categorization based on the type of instrument rather than on the economic characteristics of the instrument, though those economic characteristics affect the categorization. Because instruments with similar or identical economic characteristics may be categorized differently from one another, a taxpayer with a particular economic goal may choose one instrument rather than another because of tax considerations. Timing, character, and source are principles

fundamental to the U.S. income tax generally and, more particularly, affect the taxation of financial instruments. They apply differently to (and are sometimes uncertain for) equity, debt, options, forward contracts, and notional principal contracts. These five basic instruments can be combined in various ways to replicate the economic returns of any underlying asset. Individuals and firms also regularly create new instruments intended to produce particular economic outcomes. This ability to combine basic instruments and to create new instruments represents financial innovation that might lower the cost of capital for business expansion or might mitigate the risk of new projects. The flexibility of financial instruments also creates great difficulties in the taxation of financial instruments. This report provides examples of taxpayers uses of financial instruments to achieve desired timing, character, and source outcomes and describes how the tax laws have or have not addressed this tax planning.

NATIONAL TAX JOURNAL

Adam J. Cole, Geoffrey Gee et Nicholas Turner, « The Distributional and Revenue Consequences of Reforming the Mortgage Interest Deduction », 64 *National Tax Journal* 977-1000 (Décembre 2011), 24 pages.

[http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/5E1815E49CEB7D318525796800526CF8/\\$FILE/A04_Cole.pdf](http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/5E1815E49CEB7D318525796800526CF8/$FILE/A04_Cole.pdf)

Analyse de l'effet de certaines modifications à la déduction des intérêts hypothécaires sur les finances de l'État.

- The mortgage interest deduction (MID) is costly, and half the benefits accrue to the top 10 percent of taxpayers. This paper analyzes how five modifications to the MID would affect federal individual income tax revenue and the distribution of the tax burden. Under full repeal, federal individual income tax revenue is estimated to increase by up to \$1.3 trillion, equal to 0.7 percent of GDP, between 2012 and 2021. Converting the deduction to a 15 percent non-refundable credit could increase federal individual income tax revenue by up to \$599 billion, equal to 0.3 percent of GDP, over this period.

Jane G. Gravelle, « Reducing Depreciation Allowances to Finance a Lower Corporate Tax Rate », 64 *National Tax Journal* 1039-1054 (Décembre 2011), 16 pages.

[http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/7B58EBA2F399E38D8525796800535598/\\$FILE/A07_Gravelle.pdf](http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/7B58EBA2F399E38D8525796800535598/$FILE/A07_Gravelle.pdf)

Serait-il avantageux de réduire la déduction pour amortissement afin de financer une baisse du taux général d'imposition des sociétés?

- This paper considers the tradeoffs in using revenues from slowing depreciation deductions to lower the corporate tax rate. It estimates how much the rate could be lowered and the resulting effective tax rates on different types of assets. Two issues arise: the overall effect on marginal tax burdens and the challenges of using a provision that largely reflects timing effects to finance a steady state rate reduction.

TAX POLICY CENTER

Eric Toder, *International Competitiveness: Who Competes against Whom and for What?*, 10 janvier 2012, 27 pages.

<http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/412477-international-competitiveness.pdf>

La compétitivité internationale est-elle le seul objectif de la politique fiscale?

- Political leaders and commentators frequently claim that the policies they favor will make the United States more competitive, without defining what competitiveness between countries means. This paper defines competitiveness as a contest between nations for scarce and mobile resources and explores how different tax policies may help or hinder efforts to attract high-skilled labor, capital investment, and headquarters of multinational corporations. While these inputs contribute to living standards, elevating competition for them into a final goal of policy instead of a consideration that must be weighed against costs of tax policies that attract them could lead to seriously flawed policies.



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

Isabelle Joumard, Mauro Pisu et Debbie Bloch, *Less Income Inequality and More Growth – Are They Compatible? Part 3. Income Redistribution via Taxes and Transfers Across OECD Countries*, OECD Economics Department Working Papers No. 926, 10 janvier 2012, 68 pages.

<http://dx.doi.org/10.1787/5k9h296b1zjf-en>

Comment différents systèmes fiscaux parviennent à redistribuer les revenus et à réduire les inégalités.

- Les impôts et les transferts amènent les inégalités de revenu disponible à un niveau inférieur à celles du revenu marchand. Cet effet redistributif des impôts et transferts n'a pas la même ampleur dans tous les pays de l'OCDE. Il dépend de la taille, de la composition des impôts et transferts ainsi que de la progressivité de chaque composante. Certains pays ayant un système fiscal et de protection sociale relativement peu importants (comme l'Australie, par exemple) obtiennent le même effet redistributif que des pays où les impôts et les transferts sont beaucoup plus élevés (comme l'Allemagne) du fait qu'ils recourent davantage aux impôts sur le revenu, plus progressifs que les autres impôts, et à des transferts en espèces ciblés sur les ménages les plus démunis. Ce document donne une évaluation de l'effet redistributif des principaux impôts et transferts à partir d'une série d'indicateurs de l'action publique et d'une revue des études existantes. Il identifie aussi, de manière empirique, quatre groupes de pays dont les systèmes fiscaux et de protection sociale présentent des caractéristiques à peu près similaires. Le document évalue ensuite les arbitrages et complémentarités potentiels entre les objectifs de croissance économique et de redistribution du revenu relatifs aux diverses possibilités de réforme des systèmes fiscaux et de protection sociale.

Sutherland, D., P. Hoeller and R. Merola (2012), *Fiscal Consolidation: Part 1. How Much is Needed and How to Reduce Debt to a Prudent Level?*, OECD Economics Department Working Papers No. 932, 10 janvier 2012, 76 pages.

<http://dx.doi.org/10.1787/5k9h28rhqnx-en>

Jusqu'où les gouvernements devront couper dans leurs dépenses pour rétablir leurs finances publiques?

- La crise économique et financière a servi de catalyseur pour une crise budgétaire qui englutit de nombreux pays de l'OCDE. Dans la plupart des pays, les déficits budgétaires ont fait un bond en raison du marasme économique, de la diminution des recettes et des mesures prises en réponse à la crise. Assainir les finances publiques représente un enjeu majeur pour bon nombre de pays. Sur la base d'estimations des écarts budgétaires, il semble qu'il faudra un resserrement budgétaire important et durable dans presque tous les pays pour ramener la dette à des niveaux prudents. Cependant, compte tenu de la faiblesse de l'économie mondiale, la mise en œuvre d'un vaste programme de restriction budgétaire pourrait être particulièrement coûteuse. Structurer les programmes de consolidation de façon à utiliser au départ des instruments à multiplicateurs faibles et, à terme, à améliorer le cadre institutionnel de la politique budgétaire afin de rendre plus crédible l'engagement à assainir les finances publiques pourrait aider à réduire au minimum les arbitrages avec la croissance dans le court terme. Dans la plupart des pays, il est possible de cibler plus efficacement les programmes de dépenses et d'éliminer les distorsions dans la fiscalité et de réorienter cette dernière afin de réduire au minimum les distorsions. Ces mesures, étayées par des réformes structurelles telles que la réforme des systèmes de retraite, qui ne sont plus tenables, peuvent soutenir la viabilité budgétaire tout en réduisant au minimum les coûts pour la croissance à long terme.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

Nathalie McGregor, Sebastian James, « Providing Incentives for Investments in Renewable Energy », *Investment Climate in Practice*, No. 19, 30 novembre 2011, 8 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1980779

L'efficacité des incitatifs pour le développement des énergies renouvelables.

- Relative to conventional power generation projects, investments in renewable energy — such as hydro, solar, wind, biomass, and geothermal power — usually have higher upfront capital costs and commercial risks as well as longer investment recovery. Because private investors typically focus on financial returns rather than social benefits, governments may need to support producers of green technologies. Policies can level the playing field between renewable energy projects and more financially attractive ones that lack environmental benefits. This note consolidates World Bank Group experiences with support mechanisms for renewable energy investments and identifies best practices for green policies, incentives, and administration.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, François Blouin, Christian Chouinard, Marc-André Duhaime, Sébastien Guillot, Jonathan Lafrance, Charles-André Martin.